

## ***Bretagne 2030***

# ***Compte-rendu de la soirée-débat du 6 novembre 2013 à Dinan***

---

*La soirée-débat organisée à Dinan (Centre des Congrès) le 6 novembre 2013 de 18H30 à 21H dans le cadre de la démarche Bretagne 2030 a réuni une quarantaine de participants.*

*Il s'agissait de la 4<sup>ème</sup> réunion, 14 réunions-débats étant programmées.*

*Ci-dessous sont resituées les réflexions collectives des participants.*

*Le présent compte-rendu est envoyé aux participants qui ont fourni leur adresse mail et également disponible sur le site internet <http://bretagne2030.jenparle.net/>*

---

## 1. RAPPEL DE LA DEMARCHE BRETAGNE 2030

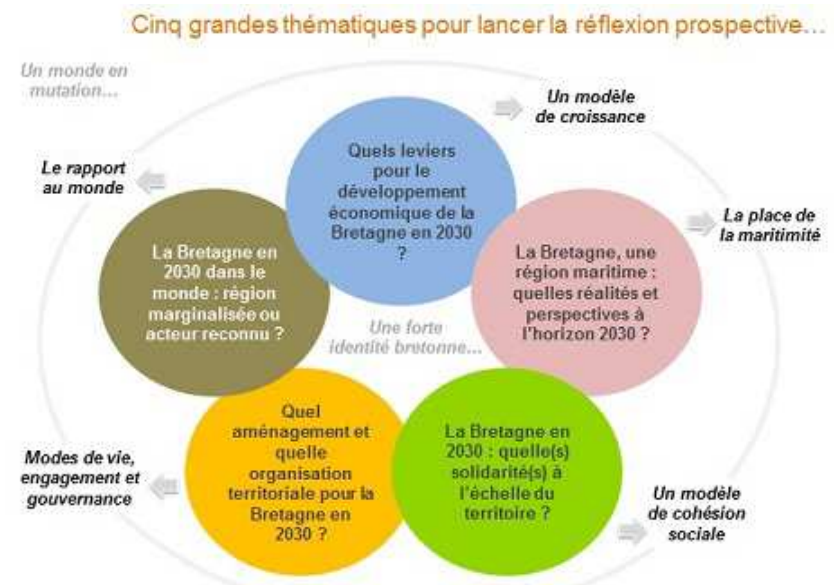
Bretagne 2030 est une démarche lancée par le Conseil régional de Bretagne qui propose à toutes les Bretonnes et tous les Bretons, et plus largement à tous ceux qui aiment la Bretagne, de définir le visage qu'ils lui souhaitent en 2030.

Il s'agit d'une démarche de réflexion collective et de concertation prospective qui contribue à l'élaboration d'une vision partagée de la Bretagne en 2030.

Bretagne 2030 ne cherche pas à prédire l'avenir mais à le dessiner, à formuler des souhaits et des attentes et à explorer des pistes.

La démarche engagée invite ainsi à penser l'avenir pour ne pas le subir, à formuler des valeurs et des aspirations collectives, pour ne pas dériver vers des situations non souhaitées et pour être en capacité de résister aux évolutions non souhaitables.

Ces cinq thèmes couvrent les grands champs de réflexion pour l'avenir.



Quelques questions sont posées pour susciter la discussion. Elles reflètent les préoccupations majeures exprimées par les Bretons et les représentants de la Bretagne, ses partenaires, ses visiteurs,....

## 2. L'INTRODUCTION DE LA SOIREE-DEBAT

**François-Nicolas Sourdat, adjoint au Directeur Général des Services de la Région Bretagne** a remercié les participants pour leur présence. L'objet de Bretagne 2030 n'est pas tant de présenter des données mais d'écouter les participants présents a-t-il précisé.

Par ailleurs, la démarche Bretagne 2030 ne consiste pas à se désintéresser du présent mais à tenter d'anticiper, d'avoir une réflexion collective pour l'avenir de la Bretagne : celle que l'on veut et celle qu'on ne veut pas.

Le contexte d'aujourd'hui est difficile, beaucoup de Bretons font face à des préoccupations immédiates : il est donc légitime de se demander à quoi sert de penser à l'horizon 2030. Cependant, si l'on observe ce qui se passe aujourd'hui, on peut penser que l'on n'a justement pas su, durant les dernières décennies, penser correctement l'avenir. Nous vivons une mutation profonde, tous nos modèles sont en train de s'estomper et ne répondent plus aux urgences. Il apparaît donc plus qu'utile de penser à un avenir ouvert et positif.

**Thierry Burlot, vice-président chargé de l'aménagement du territoire et de l'environnement** du Conseil régional a remercié à son tour les personnes présentes. Il a indiqué que plus que jamais la Bretagne de demain doit être pensée de façon collective. Réfléchir à Bretagne 2030, c'est penser pour nos enfants, nos petits-enfants. Cet exercice, la Région a envie de le partager, car aujourd'hui la période des schémas est révolue. Le monde bouge, les territoires ont des forces et des capacités extraordinaires. Il a

précisé avoir la chance de travailler sur la future contractualisation des Pays qui fait écho à deux autres projets portés par la région : le futur contrat de plan Etat-Région et la territorialisation des fonds européens. La force de la Bretagne, c'est son réseau : il faut imaginer cet aménagement de la Bretagne mais aussi le développement autour des nouvelles énergies, autour des capacités de production de la Bretagne. Par exemple, si on prend la question de la production énergétique – d'ailleurs le pays de Dinan est un grand producteur – il y a un formidable défi à relever autour d'un pacte énergétique breton qui ne pourra fonctionner que si les territoires sont en marche. Il a conclu en indiquant qu'il y a beaucoup de choses à faire ensemble : il a ainsi invité les participants à contribuer à cette ambition collective.

### 3. RESTITUTION DES REFLEXIONS COLLECTIVES DES PARTICIPANTS

Les participants ont travaillé sur les 5 thèmes qui structurent la réflexion. Ils étaient répartis par tables, chaque table se consacrant à l'un des thèmes. La synthèse de chaque groupe a été restituée en séance plénière, permettant ainsi à tous les participants de réagir et de s'exprimer sur l'ensemble des thèmes. Les restitutions et les réactions qu'elles ont suscitées sont présentées ci-dessous, thème par thème.

#### 3.1. LA BRETAGNE GRANDE REGION MARITIME EUROPEENNE EN 2030 : FANTASME OU REALITE ?

Les participants ont convergé pour préconiser de rechercher du « mieux » et non pas du « plus ». Dans les choses à éviter, ils ont noté deux points qu'ils ont considérés comme essentiels :

- Eviter que la Bretagne soit considérée exclusivement comme une région maritime au détriment des terres, notamment pour tout ce qui concerne l'innovation.
- Eviter le bétonnage des côtes, notamment par le tourisme et les ports de plaisance.

Concernant les points à développer, à imaginer pour la suite, ils ont identifié les éléments suivants :

- L'emploi lié à la frange côtière ne doit pas être seulement touristique et saisonnier. Il s'agit de développer d'autres types d'emplois.
- Préserver la pêche en Bretagne, avec un souci d'exploitation raisonnée de la ressource tout en garantissant un revenu convenable aux pêcheurs.
- Développer toutes les pratiques innovantes d'aquaculture, respectueuses de l'environnement.
- Favoriser, sur le littoral, des résidences principales de façon à ce que les personnes qui travaillent sur la côte puissent se loger sur place. Or, le prix de l'immobilier ne cesse d'augmenter notamment en lien avec le phénomène des résidences secondaires.
- Faire des ports des points d'appui pour développer le cabotage.
- La qualité des eaux de mer est étroitement liée à la qualité de l'eau des terres : il est important d'y être attentif, de ne pas se focaliser sur la qualité des eaux de baignade et donc d'intégrer les efforts faits en amont.
- Assurer l'innovation par des lieux de formation et de recherche performants : l'énergie, la ressource alimentaire, les transports maritimes, les risques majeurs liés au réchauffement climatique... sont autant de secteurs qui devraient déboucher sur des créations d'emplois.

**Un participant** a réagi concernant le bétonnage des côtes. Il s'est interrogé sur la pertinence de recadrer les règlementations afin d'éviter la trop grande liberté qu'ont pris les promoteurs, avec l'accord de certains élus, dans le « bétonnage des côtes ».

**Un participant** a souhaité revenir sur la question de l'eau. Il lui est apparu fondamental de ne pas perdre de vue le centre et la côte. Selon lui, des efforts ont été faits mais ce n'est pas suffisant. Il s'agit de poursuivre le travail en intelligence et en coopération, de manière territoriale et régionale, en évitant les intérêts particuliers.

### 3.2. LA BRETAGNE EN 2030, MODELE DE COHESION SOCIALE OU SOCIETE ECLATEE ? QUELLE(S) SOLIDARITE(S) A L'ECHELLE DU TERRITOIRE ?

Les participants ont d'abord mis en avant ce qui, selon eux, serait à éviter :

- Cesser d'être dans une société de l'individualisme.
- Eviter d'être fataliste sur une Bretagne qui vieillit.

A partir de ces points, ils ont ensuite travaillé sur les éléments à développer afin de favoriser la cohésion sociale d'ici 2030 :

- Cela passe d'abord, selon eux, par l'emploi à développer en priorité dans les villes moyennes, afin d'éviter que les jeunes quittent les petites ou moyennes villes pour aller chercher de l'emploi dans les métropoles.

- Développer les déplacements et interconnexions entre les villes moyennes et les grandes villes. Bien que le covoiturage existe et se développe, les contraintes horaires des transports collectifs restent importantes.
- La fierté d'être breton ne doit pas exister seulement quand on est à l'extérieur du territoire : il faut aussi que ce soit une démarche interne.
- Le développement des liens intergénérationnels : il y a trop peu d'échanges entre jeunes et seniors. Il faudrait davantage développer les quartiers intergénérationnels ainsi que les aides à la personne, trop peu mises en valeur et mal rémunérés.
- Favoriser les liens entre le monde du travail et ceux qui sont en recherche ou en formation. Ces liens créent de la cohésion sociale. La valeur travail devrait aussi être mieux considérée : cela passe par la formation continue et la reconnaissance du bénévolat.
- Organiser une démocratie directe, c'est-à-dire cultiver une approche très locale, faire le lien avec les personnes qui sont sur le territoire.

**Un participant** a souhaité préciser qu'il existe une grande vitalité associative en Bretagne et qu'il est ainsi très important de reconnaître le bénévolat.

**Un participant** a ajouté que la question du bénévolat est une affaire complexe dans nos sociétés : les bénévoles, nombreux,

sont discrets car ils ne cherchent pas à tirer de pouvoir de leur engagement : ils sont en général bien perçus par les citoyens mais la question de leur reconnaissance mérite d'être posée. Cette reconnaissance passerait peut-être par le symbolique comme cela existe avec la légion d'honneur ou encore les médailles pour les sportifs.

**Un participant** a considéré que la mobilité est un grand sujet, notamment dans le monde rural. Selon lui, les territoires sont gérés de façon trop administrative avec des frontières très étroites : par exemple la communauté d'agglomération de Saint Briec (ex : Cabri) a son organisation de transports mais autour, ceux-ci sont limités, et les habitants doivent se débrouiller. Il devrait y avoir une meilleure cohérence au niveau des transports au moins sur les territoires d'activités.

Il a ajouté considérer qu'il y a un déficit de démocratie sur les projets structurants des territoires : les conseils municipaux et intercommunaux fonctionnent à huit clos, prévoient des projets sans consulter réellement les habitants. Pour créer une sociabilité et un territoire avec du lien social, cela passe par la réflexion commune, avec une décision finale qui reste entre les mains des élus.

**Un autre participant** a proposé de développer les interconnexions entre les réseaux de bus : ce qui permet un meilleur maillage et une plus grande desserte des territoires.

### 3.3. LA BRETAGNE EN 2030, UNE REGION PROSPERE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE PERFORMANT ET ENDOGENE ?

Les participants de la table ont constaté que la Bretagne est capable de former des élites mais ne parvient pas à les retenir. La formation apparaît trop scolaire et n'offre pas une culture de « création », notamment d'entreprises. Sur les points à développer, ils ont proposé de :

- Revaloriser les formations manuelles tout en assurant des « têtes bien faites ».
- Rapprocher les formations des secteurs économiques afin d'insuffler l'innovation.
- Oser les entreprises à « taille critique » pour ne pas perdre de marché : il existe beaucoup de petites entreprises en Bretagne, mais leur taille ne leur permet pas de répondre à des gros marchés, par exemple dans l'éolien.

Concernant l'identité et le tourisme, certains participants de la table ont considéré que la notoriété de la Bretagne était établie et que dans ce sens, le budget dédié à la communication touristique pourrait parfois apparaître excessif. Pour d'autres, cette communication assure justement le fonctionnement de l'économie touristique.

Concernant l'organisation du territoire, les participants ont noté le risque de clivage entre l'Est, l'Ouest et le Centre de la région.

- Pour recréer du lien entre les villes et faire circuler les bonnes idées, une piste pourrait être de redévelopper le principe des saltimbanques : ces artistes qui passent de ville en ville pour raconter des histoires.
- Le tertiaire peut facilement s'installer dans le monde rural, grâce notamment aux outils numériques qui peuvent assurer une Bretagne rurale vivante.

Enfin, concernant l'agroalimentaire, les participants ont évoqué la précarité de ce domaine et ont formulé les propositions suivantes :

- Garder un socle fort dans ce domaine tout en développant d'autres champs comme l'agriculture atypique et diversifiée. L'idée est de redonner « la lettre de noblesse aux paysans ».
- Revenir à des valeurs fondamentales avec une qualité des produits et la valorisation des circuits courts. Selon les participants, ce sont des points qui avancent, notamment dans le Pays Centre Bretagne, même si cela ne constitue encore qu'une niche.

Concernant l'économie sociale et solidaire, les participants ont constaté qu'il y avait déjà des choses constructives qui existent en Bretagne : cette économie permet de diversifier l'économie bretonne et de ne pas se contenter d'une posture d' « unijambiste » avec pour seule économie, l'agroalimentaire. Elle permet aussi de développer la valeur sociale et non pas seulement financière.

**Un participant** a souhaité rappeler que l'agroalimentaire breton ne produit pas de mauvais produits. Il a indiqué qu'un marché est en cours de signature au niveau européen, qui vise à importer des cochons d'Amérique du Nord en Europe, sans aucun rapport avec la réglementation de qualité certifiée par l'Europe. Il a ainsi alerté sur le danger de dénigrer l'agroalimentaire breton alors des menaces sanitaires et économiques qui pèsent avec certaines importations.

**Un participant** a ajouté que ce constat ne doit pas dédouaner la Bretagne de requalifier son agriculture, bien qu'il y ait effectivement un risque très important que les Américains passent au-delà des réglementations européennes et mettent en danger la qualité de nos aliments.

**Un participant** a interrogé les élus bretons : la Bretagne de demain, intégrera-t-elle la Loire-Atlantique ? Sera-t-elle cohérente avec son Histoire ?

### 3.4. LA BRETAGNE EN 2030, LA PERFORMANCE TERRITORIALE FONDEE SUR SON EQUITE : UTOPIE OU REALITE ?

Les participants de la table ont d'abord évoqué les points à développer pour la Bretagne en 2030 :

- Développer le système de car et de TER, et plus largement, toutes les formes de transport de proximité.

- « Vivre et travailler au pays » : c'est à dire la capacité de la Bretagne à s'inscrire dans la logique d'économie d'énergie.
- Songer à la suppression des départements, qui perdent de leur sens.
- Développer les petits commerces et la production locale.
- Renforcer le développement des petites et moyennes villes et leurs interconnexions.
- Penser un développement du tourisme maîtrisé.
- Aider à la création de SCOP comme gage d'un ancrage territorial de l'activité économique.

Parmi les points à absolument éviter, les participants ont noté les éléments suivants :

- Eviter les grosses métropoles.
- Faire attention à l'homogénéité grandissante des abords des villes qui sont souvent assez « repoussantes ».
- Se méfier du monde de la finance qui dirige de plus en plus la gestion et le devenir du territoire, et ainsi éviter d'avoir à traiter avec les multinationales.
- Ne pas gaspiller le foncier, notamment agricole.

**Un participant** s'est dit tout à fait d'accord avec la préservation du foncier agricole. Le Parc Naturel Régional Rance Côte d'Émeraude intègre, dans son projet, la nécessité de préserver les terres agricoles et donc de ne pas consommer de façon démesurée des terres qui sont nécessaires pour alimenter les populations.

**Un autre participant** a souhaité ajouter à ce thème la problématique Métropole/ Monde rural avec une inquiétude quant au risque que le monde rural puisse se retrouver à la marge des agglomérations.

**Un participant** a ajouté au propos précédent : « Et vice versa ». Il considère en effet que les habitants de la campagne ne sont peut-être « pas très riches » mais ont un certain mode de vie fondé sur un confort, une quiétude de vie,... alors que la qualité de vie dans les agglomérations apparaît souvent moins bonne. La qualité de vie ne se mesure ainsi pas qu'en termes financiers et matériels.

**Un participant** a souhaité que soit évité le développement des grands axes routiers qui viennent dans les périphéries des villes. Il a souhaité que soient privilégiés les dégagements extérieurs, de manière à diminuer les bouchons.

### 3.5. LA BRETAGNE EN 2030 DANS LE MONDE : REGION MARGINALISEE OU ACTEUR RECONNU ?

Deux groupes ont exploré ce thème. Le premier groupe a formulé les remarques et propositions suivantes :



- Développer une diversité de l'économie : ne pas rester dans un cantonnement lié exclusivement à l'agroalimentaire et agir sur le levier de la qualité des produits afin de dynamiser les exportations.
- Parier sur une Bretagne touristique comme destination privilégiée, au moins à l'échelle européenne.

Dans les éléments à éviter, ils ont indiqué les points suivants :

- Eviter de rester dans une démarche mono sectorielle.
- Ne pas rester cantonné à une image folklorique culturelle de la Bretagne mais diversifier les représentations positives de la Région.
- Eviter de conserver une image écologiquement négative pour la région, avec les marées vertes par exemple.
- Dynamiser les échanges à l'international en facilitant notamment la mobilité qualitative des jeunes (et pas dans une approche « business » de l'échange).
- Favoriser la transition du modèle agricole et aider les agriculteurs à valoriser l'image du territoire sur leur profession afin de renvoyer une image écologique de la Bretagne.
- Parier sur les échanges avec les pays émergents en cultivant les partenariats locaux, des partenariats pas nécessairement institutionnalisés.

### **Le deuxième groupe de participants ayant travaillé a d'abord posé un constat :**

Comment retrouver en Bretagne une terre de liberté où pourraient renaitre le vrai lien, une culture apaisée, le culte de la beauté,... Il y a des points importants à développer dans ce sens, car le Breton est un peuple travailleur, explorateur, navigateur,... Une terre de liberté ne veut pas dire une liberté aliénée par la puissance des lobbyistes et des groupes industriels qui utilisent la ressource des peuples pour leur donner l'illusion d'un bien-être. Il s'agit de laisser aux citoyens des moyens d'agir en intelligence.

Concernant la production en Bretagne, les participants ont évoqué les points suivants :

- Mettre en place des labels.
- Redévelopper les transports collectifs.
- Accueillir en Bretagne est important : il va falloir répondre aux mouvements de population, notamment des habitants des villes vers les campagnes. Il pourrait être imaginé une certaine forme d'écologie avec une redéfinition du travail, de la participation, de l'échange, de la mutualisation de l'effort,...
- Eviter un matérialisme excessif, surtout quand il n'est pas maîtrisé.
- La Bretagne dans l'Europe a une place très importante.

- Développer l'excellence dans les universités comme source notamment de rayonnement au niveau national et international.

**Un participant** a considéré qu'il y a tellement de problèmes avec la PAC (Politique Agricole Commune), qu'elle varie tellement, que l'avenir pour l'agriculture reste très flou.

Une participante a précisé que selon elle la Bretagne n'est que très peu folklorique : elle a une culture vivante qui évolue. Les fédérations qui gèrent l'ensemble des cercles celtiques sur la Bretagne font par exemple évoluer les choses et portent la Bretagne dans le monde. Le terme « folklore » est gênant car il représente le passé, tandis que le terme « culture » représente l'avenir et le dynamisme.

**Un participant** a souhaité apporter des éléments sur la méthanisation. Il a expliqué qu'il existe des nouvelles méthodes comme l'ajout d'hydrogène dans le gaz méthane fabriqué à partir de matières organiques fermentées. L'hydrogène peut être stocké à cet effet. C'est une ressource d'énergie utilisable, qui est déjà très développée en Allemagne.

**Un participant** a considéré que la PAC n'est pas l'élément fondamental. L'agriculture bio ne reçoit aucune aide alors même qu'elle apporte une valeur ajoutée certaine pour la Bretagne.

**Un participant** a souhaité défendre le principe d'émancipation humaine. Selon lui, il est possible de répartir toutes les richesses existantes afin de créer un revenu inconditionnel de base pour tous

(un revenu minimum à vie pour adultes et enfants). Cela nécessite de remettre en question le travail comme valeur centrale.

## 4. CONCLUSION

**Thierry Burlot, vice-président chargé de l'aménagement du territoire et de l'environnement** a remercié les participants pour leur présence et leurs contributions.

Les forces de la Bretagne, après-guerre, ont été l'agriculture et l'agroalimentaire, ce qui lui a permis de sortir d'une situation très difficile, a-t-il rappelé. Aujourd'hui, ce secteur connaît un certain nombre de problèmes, notamment dans un contexte concurrentiel à l'échelle mondiale.

La Bretagne peut sortir « par le haut » de cette crise, grâce à ses fondamentaux : les Bretons sont courageux et ils savent faire.

Il va sans doute falloir produire différemment : la question environnementale en Bretagne doit être réglée ; développement économique, aménagement du territoire et protection de l'environnement doivent être conciliés. C'est une nécessité absolue qui pourra se faire ensemble via l'écoute, la compréhension, l'attention et le partage. Par exemple, quand la Bretagne demande le droit à l'expérimentation sur la compétence régionale de l'eau, elle montre qu'elle veut s'approprier les problématiques qui la concernent.

Si la Bretagne se donne les moyens de faire du terroir, de la qualité, de l'ambition, de la traçabilité, de la sécurité alimentaire, elle aura sa place dans les marchés mondiaux. Ses agricultures deviendront ainsi sa fierté.

Les territoires bretons n'ont pas les mêmes atouts, il existe de réelles inégalités territoriales (en termes de rail, de route, de haut débit). Le rôle de la région est de fédérer les territoires. La Bretagne a besoin des métropoles mais les métropoles ont besoin des territoires ruraux : c'est donc la cohérence territoriale qui fera la force de la Bretagne.

Enfin, il a dit retenir des propositions, celle de la participation des citoyens et leur capacité à apporter à la co-construction des projets. Les projets ne prendront du sens et ne fonctionneront que s'ils sont partagés avec les citoyens.